

**GESETZESTECHNISCHE  
RICHTLINIEN (GTR)**

**DIRECTIVES SUR LA  
TECHNIQUE LÉGISLATIVE (DTL)**

**DIRETTIVE DI TECNICA  
LEGISLATIVA (DTL)**

**DIRECTIVES SUR LA TECHNIQUE LÉGISLATIVE (DTL)  
DIRETTIVE DI TECNICA LEGISLATIVA (DTL)**



 Schweizerische Eidgenossenschaft  
Confédération suisse  
Confederazione Svizzera  
Confederaziun svizra

Bundeskanzlei BK  
Chancellerie fédérale ChF  
Cancelleria federale CaF  
Chanzlia federala ChF

# Table des matières

<b>Technique du renvoi au regard de la dynamique du droit de l'UE (renvoi statique)</b>	<b>3</b>
Section 1 Citation de l'acte de base uniquement .....	3
Section 2 Citation de la dernière modification déterminante pour la Suisse .....	4
Section 3 Citation de toutes les modifications déterminantes pour la Suisse .....	4
Section 4 Citation d'une version de l'acte de l'UE fixée dans un traité international .....	5
<b>Index</b>	<b>7</b>

# 1 Technique du renvoi au regard de la dynamique du droit de l'UE (renvoi statique)

- 138 Les actes de l'UE font l'objet de modifications fréquentes. Lorsqu'on renvoie à un acte de l'UE dans un acte de droit suisse, il faut indiquer très précisément quelles modifications de l'acte de base du droit de l'UE sont prises en compte (renvoi statique). Le *renvoi statique* consiste à renvoyer à une version déterminée de l'acte, datée précisément; le *renvoi dynamique* consiste à renvoyer à l'acte dans sa dernière version en vigueur et inclut donc toutes les modifications à venir. Cf. [Guide de législation](#), ch. 743. Les modifications de cet acte applicables en Suisse seront mentionnées en note de bas de page.
- 139 Quatre cas peuvent se présenter:
- L'acte de l'UE a été modifié une ou plusieurs fois, ou n'a pas été modifié du tout. Seul l'acte de base est déterminant pour la Suisse (cf. ch. 140).
  - L'acte de l'UE a été modifié plusieurs fois. Toutes les modifications, ou toutes les modifications apportées à l'acte jusqu'à une date donnée, sont déterminantes pour la Suisse (cf. ch. 141 et 142).
  - L'acte de l'UE a été modifié une ou plusieurs fois. La modification est pertinente pour la Suisse ou seules certaines des modifications sont déterminantes pour la Suisse (cf. ch. 143 et 144).
  - L'acte de l'UE a été modifié une ou plusieurs fois ou n'a pas été modifié du tout. La Suisse est liée uniquement par la version citée dans le traité international pertinent conclu avec l'UE (cf. ch. 145).

## 1.1 Section 1 Citation de l'acte de base uniquement

- 140 Dans la note de bas de page, on indiquera la référence au Journal officiel de l'UE de l'acte auquel il est renvoyé et on ajoutera la mention «version du JO ...» pour souligner que le renvoi a un caractère statique.

Il est indispensable de mentionner «version du JO ...» pour signaler qu'on a affaire à un renvoi statique. Depuis 2008, il n'est plus fait état, dans le corps de l'acte de l'UE, de la dernière modification apportée à cet acte. À l'intérieur de l'UE, tout renvoi à un acte de l'UE fait donc référence, sauf indication contraire, à la dernière version en vigueur et constitue de ce fait un renvoi dynamique. La mention «version du JO ...» vise à éviter que le renvoi à un acte de base de l'UE dans l'acte de droit suisse ne soit compris lui aussi comme un renvoi dynamique.

Exemple: citation du titre de l'acte sous sa forme abrégée

<sup>2</sup> Si les lots sont entreposés dans une zone franche, un dépôt franc sous douane ou un entrepôt douanier situés dans un État membre de l'Union européenne, l'art. 12 de la directive 97/78/CE<sup>9</sup> s'applique.

<sup>9</sup> Directive 97/78/CE du Conseil du 18 décembre 1997 fixant les principes relatifs à l'organisation des contrôles vétérinaires pour les produits en provenance des pays tiers introduits dans l'Union européenne, version du JO L 24 du 30.1.1998, p. 9.

Exemple: citation du titre de l'acte sous sa forme complète

<sup>2</sup> Si les lots sont entreposés dans une zone franche, un dépôt franc sous douane ou un entrepôt douanier situés dans un État membre de l'Union européenne, l'art. 12 de la directive 97/78/CE du Conseil du 18 décembre 1997 fixant les principes relatifs à l'organisation des contrôles vétérinaires

pour les produits en provenance des pays tiers introduits dans l'Union européenne<sup>9</sup> s'applique.

<sup>9</sup> Version du JO L 24 du 30.1.1998, p. 9.

## 1.2 Section 2 Citation de la dernière modification déterminante pour la Suisse

- 141 Dans le corps de l'article, on citera l'acte de base. Dans la note de bas de page, après la référence au Journal officiel de l'UE, on fera figurer la mention «modifié(e) en dernier lieu par ...», suivie du titre (sous sa forme abrégée) du dernier acte modificateur déterminant pour la Suisse et de la référence de ce dernier au Journal officiel de l'UE.

Exemple: citation du titre de l'acte sous sa forme abrégée

<sup>1</sup> Sous réserve d'autres dispositions, les contrôles sont effectués en conformité avec les dispositions techniques des chapitres I à V du règlement (CE) n° 882/2004<sup>18</sup>.

<sup>18</sup> Règlement (CE) n° 882/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 relatif aux contrôles officiels effectués pour s'assurer de la conformité avec la législation sur les aliments pour animaux et les denrées alimentaires et avec les dispositions relatives à la santé animale et au bien-être des animaux, JO L 165 du 30.4.2004, p. 1; modifié en dernier lieu par le règlement (UE) n° 208/2011, JO L 58 du 3.3.2011, p. 29.

→ [\\*RO 2011 5409](#), art. 71

Exemple: citation du titre de l'acte sous sa forme complète

Sous réserve d'autres dispositions, les contrôles sont effectués en conformité avec les dispositions techniques des chapitres I à V du règlement (CE) n° 882/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 relatif aux contrôles officiels effectués pour s'assurer de la conformité avec la législation sur les aliments pour animaux et les denrées alimentaires et avec les dispositions relatives à la santé animale et au bien-être des animaux<sup>10</sup>.

<sup>10</sup> JO L 165 du 30.4.2004, p. 1; modifié en dernier lieu par le règlement (UE) n° 208/2011, JO L 58 du 3.3.2011, p. 29.

L'expression «modifié(e) en dernier lieu par ...» ne signifie pas, ou ne signifie pas forcément, qu'il s'agit de la dernière modification apportée à l'acte de l'UE. Elle indique que l'on a affaire à la dernière modification de l'acte de l'UE déterminante pour la Suisse et que le renvoi a un caractère statique (cf. note de bas de page relative au ch. 138).

- 142 Lorsqu'il est renvoyé à un acte de l'UE qui a été modifié une seule fois, ou lorsqu'une seule modification de l'acte de l'UE est déterminante pour la Suisse, le renvoi est présenté comme aux ch. 143 et 144 (utilisation de la formule «modifié(e) par ...»).

## 1.3 Section 3 Citation de toutes les modifications déterminantes pour la Suisse

- 143 Dans la note de bas de page, les indications relatives à l'acte de l'UE de base seront suivies de la mention des actes modificateurs déterminants pour la Suisse (citation du titre de ces actes sous leur forme abrégée et de leur référence au Journal officiel de l'UE). Ces actes

seront introduits par la formule «modifié(e) par ...».

Exemple: citation du titre de l'acte sous sa forme abrégée<sup>3</sup>

Le certificat complémentaire requis pour l'importation en Suisse de certains produits d'origine bovine, caprine ou ovine se fonde sur le règlement (CE) n° 999/2001<sup>11</sup>.

<sup>11</sup> Règlement (CE) n° 999/2001 du Parlement européen et du Conseil du 22 mai 2001 fixant les règles pour la prévention, le contrôle et l'éradication de certaines encéphalopathies spongiformes transmissibles, JO L 147 du 31.5.2001, p. 1; modifié par:  
– le règlement (CE) n° 1248/2001, JO L 173 du 27.6.2001, p. 12;  
– le règlement (CE) n° 270/2002, JO L 45 du 15.2.2002, p. 4.

Exemple: citation du titre de l'acte sous sa forme complète

Le certificat complémentaire requis pour l'importation en Suisse de certains produits d'origine bovine, caprine ou ovine se fonde sur le règlement (CE) n° 999/2001 du Parlement européen et du Conseil du 22 mai 2001 fixant les règles pour la prévention, le contrôle et l'éradication de certaines encéphalopathies spongiformes transmissibles<sup>11</sup>.

<sup>11</sup> JO L 147 du 31.5.2001, p. 1; modifié par  
– le règlement (CE) n° 1248/2001, JO L 173 du 27.6.2001, p. 12;  
– le règlement (CE) n° 270/2002, JO L 45 du 15.2.2002, p. 4.

- 144 Lorsque l'acte de l'UE a fait l'objet de modifications très nombreuses et que ces dernières ne sont pas toutes déterminantes pour la Suisse, on peut établir la liste des modifications déterminantes en annexe; il faudra naturellement renvoyer à cette annexe dans le corps de l'acte (cf. ch. 69).

## 1.4 Section 4 Citation d'une version de l'acte de l'UE fixée dans un traité international

- 145 La plupart des accords bilatéraux avec l'UE et quelques autres traités internationaux font état des actes de l'UE applicables dans le domaine couvert par cet accord ou ce traité. En pareil cas, il est généralement fait référence au droit de l'UE par un renvoi statique. Le renvoi a pour but soit d'intégrer ces actes à l'accord ou au traité (ex.: Accord du 21 juin 1999 entre la Confédération suisse et la Communauté européenne sur le transport aérien, [RS 0.748.127.192.68](#)), soit de faire obligation à la Suisse d'appliquer des règles équivalentes à celles de l'UE (ex: Accord du 21 juin 1999 entre la Confédération suisse et la Communauté européenne relatif aux échanges de produits agricoles, [RS 0.916.026.81](#) ou Accord du 21 juin 1999 entre la Confédération suisse et la Communauté européenne sur le transport de marchandises et de voyageurs par rail et par route, [RS 0.740.72](#)).

Quelle que soit la forme sous laquelle l'accord bilatéral fait référence à l'acte de l'UE, les actes de droit suisse peuvent renvoyer à la version de l'acte de l'UE qui lie la Suisse non en indiquant sa référence au Journal officiel de l'UE et à la version de cet acte qui est applicable, mais en précisant la partie de l'accord (par ex. une annexe) où cette version est mentionnée. Ce renvoi peut être formulé de manière dynamique puisque l'accord contient des règles de droit international applicables à la Suisse. Dans l'accord, en revanche, le renvoi doit être formulé de manière statique parce que l'acte auquel on renvoie ne relève pas du droit suisse.

Cette forme de renvoi suppose que l'acte de l'UE soit facile à trouver; il faut par exemple que l'annexe de l'accord bilatéral soit structurée en subdivisions numérotées afin que l'on puisse renvoyer au chiffre sous lequel l'acte de l'UE est cité.

## Exemple: mention dans le corps de l'article des versions qui lient la Suisse

<sup>2</sup> La présente ordonnance s'applique, à moins que l'un des règlements UE ci-après ne soit applicable dans sa version qui lie la Suisse en vertu du ch. 4 de l'annexe de l'Accord du 21 juin 1999 entre la Confédération suisse et la Communauté européenne sur le transport aérien<sup>12</sup>:

- a. règlement (CE) n° 300/2008<sup>13</sup>;
- b. règlement (UE) n° 185/2010<sup>14</sup>.

<sup>12</sup> RS 0.748.127.192.68

<sup>13</sup> Règlement (CE) n° 300/2008 du Parlement européen et du Conseil du 11 mars 2008 relatif à l'instauration de règles communes dans le domaine de la sûreté de l'aviation civile et abrogeant le règlement (CE) n° 2320/2002.

<sup>14</sup> Règlement (UE) n° 185/2010 de la Commission du 4 mars 2010 fixant des mesures détaillées pour la mise en œuvre des normes de base communes dans le domaine de la sûreté de l'aviation civile.

## Exemple: mention dans une note de bas de page des versions qui lient la Suisse

<sup>1</sup> Les véhicules des catégories M2, M3, N2 et N3 doivent être équipés d'un dispositif automatique visant à limiter la vitesse selon la directive n° 92/24/CEE<sup>266</sup> (...).

<sup>266</sup> Directive 92/24/CEE du Conseil, du 31 mars 1992, relative aux dispositifs limiteurs de vitesse ou à des systèmes de limitation de vitesse similaires montés sur certaines catégories de véhicules à moteur, dans la version qui lie la Suisse en vertu de l'annexe 1, section 3, de l'accord sur le transport terrestre (RS 0.740.72).

# Index

## - 1 -

138	3
139	3
140	3
141	4
142	4
143	4
144	4
145	5

## - D -

droit de l'UE	3, 4, 5
---------------	---------